

L'hon. M. EULER: La chose ne fait aucun doute.

M. HOPE: Et les pays qui tendent au dirigisme s'engagent sur la voie qui mène au paternalisme d'État; s'ils aboutissent au dirigisme et au paternalisme d'État avant d'avoir porté leur productivité à un niveau élevé, leurs prix de revient seront vraisemblablement élevés. C'est ce qui est arrivé dans une bonne partie de l'Europe. Alors, et même si ce n'est que pour un temps, la productivité étant modifiée à des rythmes différents, les échanges commerciaux deviennent plus difficiles, surtout si les taux de change sont rigides. On fait appel aux restrictions. Si l'écart, dans le domaine de la productivité, s'élargit rapidement entre deux pays, ils ne peuvent bientôt plus commercer l'un avec l'autre; mais si l'écart reste sensiblement le même, le risque de contraction des échanges commerciaux sera moindre.

L'hon. M. BURCHILL: Je reviens à la question que vous avez soulevée au sujet du rapport existant entre la souplesse du taux de change et l'insuffisance de la productivité. Selon vous, on peut remédier à cette insuffisance par la souplesse du taux de change.

M. HOPE: Un taux de change souple trouvera son niveau naturel.

L'hon. M. BURCHILL: Autrement dit, si la productivité laisse à désirer, la monnaie du pays en cause perdra de sa valeur?

M. HOPE: Les échanges commerciaux devront s'effectuer de quelque façon. Pour qu'ils s'effectuent, le taux de change et les prix devront se compenser après un certain temps; la valeur de la monnaie diminuera.

L'hon. M. BURCHILL: Et cette perte de valeur compensera une productivité insuffisante?

M. HOPE: Il faudra bien. En nous faisant une religion des taux de change fixes, nous nous sommes privés d'un rajustement automatique; si l'on cherche à le remplacer par des prêts, des dons ou la restriction des importations, on fausse le jeu de l'économie. Cette nouvelle doctrine est née de la guerre.

L'hon. M. HAIG: Elle ne vous inspire pas confiance?

M. HOPE: Je ne crois pas qu'on puisse en attendre rien de bien.

L'hon. M. HAIG: Je suis d'accord avec vous.

M. HOPE: On pourrait l'appliquer avec succès si les pays d'Europe consentaient à accroître leur productivité et si nous abaissions un peu nos barrières douanières. Mais, si nous ne pouvons les amener à améliorer leur productivité et si nous n'abaissions nos droits de douane, ils continueront à faire obstacle aux échanges commerciaux. Peut-être procéderont-ils à une autre dévaluation majeure. La Grande-Bretagne voudrait éviter d'en arriver là, car une autre dévaluation de la livre ferait perdre toute confiance à ceux qui ont des fonds chez elle.

L'hon. M. CRERAR: Croyez-vous que la productivité maximum puisse exister là où règne le paternalisme d'État?

M. HOPE: Non, je ne le crois pas.

L'hon. M. CRERAR: C'est également mon avis. Avant la guerre, la Grande-Bretagne exportait 40 millions de tonnes de charbon, surtout aux pays d'Europe, un peu à l'Argentine et à d'autres pays de l'Amérique du Sud. Cette exportation était un élément très important de sa balance des comptes. Mais le paternalisme d'État s'est répandu en Grande-Bretagne, on a diminué les heures de travail des mineurs et relevé leur salaire, si bien que les Anglais peuvent à peine produire assez de charbon pour leurs propres besoins et qu'ils ont perdu une source importante de revenu. Permettez-moi de vous dire que je trouve votre mémoire remarquable.

Des voix: Bravo!